

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

DOCUMENT N°2

**EXPOSE GENERAL DU PROJET
LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE
2021**

Kinshasa, Octobre 2020

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	I
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	II
LISTE DES ACRONYMES	III
INTRODUCTION	1
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021	2
1.1. Environnement économique international en 2020	2
1.1.1. Evolution de la croissance mondiale	2
1.1.2. Evolution des prix à la consommation	4
1.1.3. Evolution des cours des métaux, du pétrole et des produits agricoles	5
1.2. Perspectives économiques mondiales pour 2021	6
1.2.1. Croissance	6
1.2.2. Inflation	8
1.2.3. Cours des produits de base	9
II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021	10
2.1. Environnement économique national en 2020	10
2.1.1. Niveau de croissance économique	10
2.1.2. Evolution du taux de change en 2020	12
2.1.3. Evolution de l'inflation en 2020	12
2.2. Perspectives économiques nationales pour 2021	13
2.2.1. Activité économique en 2021	13
2.2.2. Projection du taux de change et de l'inflation en 2021	15
III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2020	16
3.1. Réalisation des recettes à fin juin 2020	16
3.2. Exécution des dépenses à fin juin 2020	17
3.3. Perspectives à fin décembre 2020	19
IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2021	22
4.1. Contexte d'élaboration	22
4.2. Cadre macroéconomique	23
4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2021	23
4.3.1. Configuration des recettes	23
4.3.1.1. Recettes du Budget général	24
4.3.1.2. Recettes des Budgets annexes	27
4.3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux	28
4.3.2. Configuration des dépenses	29
4.3.2.1. Dépenses du Budget général	29
4.3.2.2. Dépenses des Budgets annexes	32
4.3.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux	32
CONCLUSION	33

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Graphique 1	Croissance comparée par région (en %)
Tableau 1	Evolution des cours moyens mensuels des produits miniers et énergétiques (en dollar US)
Graphique 2	Taux de croissance économique mondiale et régionale 2019-2021 (en %)
Tableau 2	Evolution du PIB et de ses composantes en 2019 et projections pour 2020
Graphique 3	Croissance du PIB réel 2019-2021 (en %)
Graphique 4	Réalisation des Recettes à fin juin 2020
Graphique 5	Exécution des dépenses à fin juin 2020
Tableau 3	Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2023
Tableau 4	Recettes des Comptes spéciaux

LISTE DES ACRONYMES

BCC	: Banque Centrale du Congo
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
COVID-19	: Corona Virus Disease 2019
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaires
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FFN	: Fonds Forestier National
FMI	: Fonds Monétaire International
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
FOMIN	: Fonds Minier pour les Générations Futures
FPEN	: Fonds de Promotion de l'Éducation
FPI	: Fonds de Promotion de l'Industrie
FPT	: Fonds de Promotion du Tourisme
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMUAIC	: Programme Multisectoriel d'Urgence pour l'Atténuation des Impacts de la COVID-19
RDC	: République Démocratique du Congo
RVA	: Régies des Voies Aériennes
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
Tm	: Tonne métrique
USD	: United States Dollar (Dollar Américain)
SADC	: Southern African Development Community (Communauté de Développement d'Afrique Australe)

INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 79 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'exposé général est l'un des documents qui accompagnent le projet de loi de finances de l'année au Parlement.

Ce document fait la synthèse du budget, fixe les objectifs de la politique économique et financière du Gouvernement en précisant les priorités, décrit l'environnement économique international et national dans lequel ce budget a été préparé, les perspectives futures traduites sous la forme d'un cadre budgétaire à moyen terme et le niveau d'exécution du budget en cours.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent document est structuré de la manière suivante :

1. environnement économique international en 2020 et perspectives pour 2021 ;
2. évolution économique nationale récente et perspectives pour 2021 ;
3. synthèse de l'exécution de la Loi de finances de l'exercice 2020 à fin juin ;
4. économie du projet de loi de finances de l'exercice 2021.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021

Ce point décrit l'environnement économique international en 2020 et donne les perspectives pour 2021. Il est axé sur l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques, essentiellement le taux de croissance économique, le taux d'inflation et les cours des métaux, du pétrole ainsi que des produits agricoles d'exportation ou d'importation de l'économie congolaise.

1.1. Environnement économique international en 2020

Sur le plan international, la conjoncture économique reste globalement marquée par une baisse drastique de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés, dans les pays émergents que dans les pays en développement, suite à la crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19.

1.1.1. Evolution de la croissance mondiale

Selon les estimations du FMI de juin 2020, la croissance du PIB mondial devrait se situer à **-4,9%** en 2020 contre **2,9%** réalisée une année plus tôt, en raison principalement du confinement qui a entraîné la perte de la production, paralysant ainsi l'activité économique.

En 2020, l'évolution de la situation économique mondiale est marquée par un degré d'incertitude plus élevé que d'habitude, à la suite des répercussions possibles de la pandémie de COVID-19, aussi bien dans les pays à faible niveau d'infection que dans les pays au taux d'infection non encore maîtrisé. La persistance des pratiques de distanciation physique, la baisse de l'activité économique plus marquée que prévue, la perte de productivité liée aux mesures prises tant par les Gouvernements que par les entreprises encore en activité et un confinement prolongé justifient cette situation.

Cependant, quelques différences remarquables sont à observer parmi les pays, justifiées notamment par l'efficacité des mesures prises, la structure économique en place et la dépendance à l'égard des flux financiers d'origine étrangère.

Pour les pays avancés, le FMI table sur une perte de la production, traduite par une croissance de **-8,0 %** en 2020 contre **1,7%** en 2019, due au ralentissement de l'activité économique dans la plupart des économies des pays tels que les Etats-Unis, ceux de la zone Euro (l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne,...), le Royaume-Uni, le Japon et le Canada.

Les pays émergents et en développement enregistreraient une contraction de l'activité économique de **3,0 %** en 2020 contre **3,7%** en 2019. Dans ces pays, la pandémie s'est rapidement aggravée, ce qui a rendu nécessaires des mesures strictes de confinement et entraîné des perturbations de l'activité encore plus importantes que prévues. Cette détérioration traduit aussi l'impact de la baisse de la demande extérieure, en sus des facteurs endogènes de ces pays.

Quant à l'Afrique Subsaharienne, la croissance devrait décélérer à **3,2 %** en 2020 après le niveau de **3,1 %** en 2019. Cette situation s'expliquerait par la baisse drastique de l'activité économique qui a été observée en Afrique du sud et au Nigeria avec un recul respectif de **8,0 %** et de **5,4 %** attendu en 2020. Il sied de noter que ce niveau de croissance demeure inférieur de **-5,1 points** de pourcentage par rapport à celui renseigné dans les perspectives économiques mondiales de janvier dernier, pour 2020.

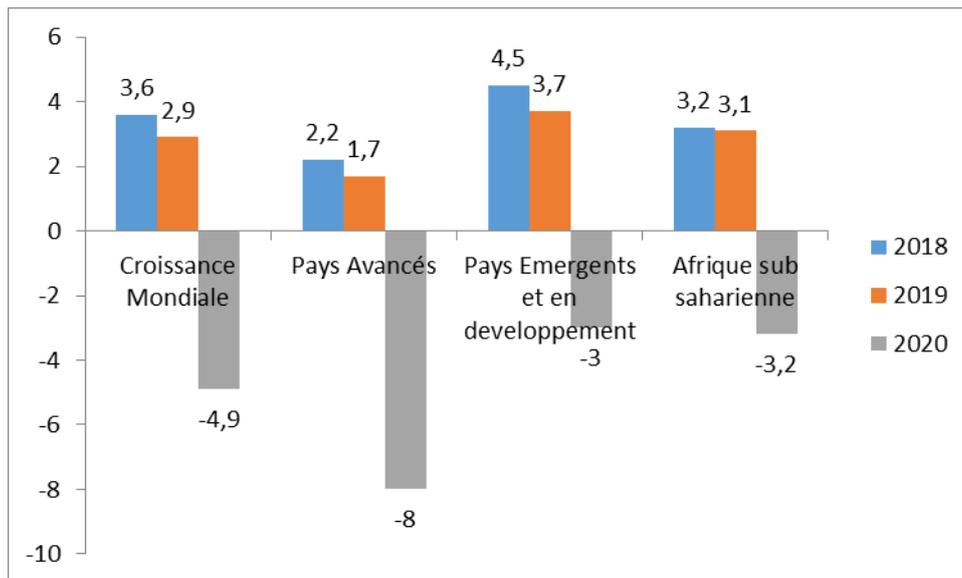
Au niveau mondial, la chute brutale de l'activité économique a des effets néfastes sur **le marché du travail**, avec des incidences collatérales sur l'emploi. Seuls les Pays qui ont pris l'option de rouvrir leurs économies, malgré la persistance de la pandémie, ont permis aux employés, mis au chômage technique, de reprendre le travail comme aux Etats-Unis d'Amérique.

En ce qui concerne **le commerce**, le FMI renseigne que les échanges commerciaux au niveau mondial ont baissé de près de **3,5 %** en glissement annuel au cours du premier trimestre 2020, en raison de la faiblesse de la demande, de l'effondrement du tourisme international, et des ruptures d'approvisionnement provoquées par les mesures de confinement, parfois aggravées par des restrictions sur les échanges.

Le FMI indique que ces résultats pourraient être pires en cas de persistance, à grande échelle, des perturbations observées actuellement et du maintien des mesures de protection contre la COVID-19, principalement la mesure relative au confinement total.

Dans cet environnement difficile et d'incertitudes, il s'avère nécessaire pour les dirigeants de renforcer la coopération et d'agir rapidement, de manière efficace, afin d'atténuer les conséquences négatives tant du point de vue humain, économique que financier, en accordant aux outils budgétaires un rôle de premier rang. Ainsi, les politiques publiques, sur lesquelles repose le présent projet de loi de finances sont déterminantes pour une réponse adéquate à la crise. La mise en œuvre de ces politiques devra permettre de jeter les bases d'une reprise économique.

Graphique 1 : Croissance comparée par région (en %)



Source : FMI, Perspectives économiques, juin 2020.

1.1.2. Evolution des prix à la consommation

Dans les économies avancées, l'inflation devrait se situer à **0,3%** en 2020 contre **1,4%** en 2019. Pour les pays émergents et en développement, l'inflation se situerait à **4,4%** en 2020 contre **5,1%** en 2019.

1.1.3. Evolution des cours des métaux, du pétrole et des produits agricoles

L'évolution des cours du pétrole, du cuivre, du cobalt et de l'or sur le marché international est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1 : Evolution des cours moyens mensuels des produits miniers et énergétiques (en dollar US)

Années / Produit	Moy Janv-Juin 2019	2020						Moy Janv-Juin 2020
		Janv	Fev	Mars	Avr	mai	Juin	
Cuivre (tonne)	6 224,40	6 070,77	5 685,15	5 213,36	5 011,24	5 229,10	5 710,32	5 656,43
Cobalt (tonne)	33 562,31	32 397,73	33 712,50	30 795,45	22 500,00	29 500,00	29 170,45	29 781,14
Or (once)	1 296,40	1 560,29	1 594,75	1 592,36	1 678,21	1 717,92	1 735,09	1 628,71
Pétrole (baril /brent)	66,01	63,71	55,49	34,22	27,39	32,58	40,67	42,34

Sources : DGPPB, sur base de l'Exposé général du PLF 2020 et des condensés statistiques de la BCC, juillet 2020.

Il ressort de ce tableau les évolutions suivantes par produit :

- Le cours du cuivre est passé de **6.224,40 USD/tm** au premier semestre 2019 à **5.656,43 USD/tm** sur la période correspondante en 2020, soit une baisse de **10%** ;
- Le cours du Cobalt a enregistré une baisse de **12,6%**, passant de **33.562,31 USD** la tonne au premier semestre 2019 à **29.781,14 USD** la tonne sur la période correspondante en 2020 ;
- Le cours de l'or a augmenté de **25,6%**, se situant à **1.628,71 USD** l'once au premier semestre 2020 contre **1.296,40 USD** l'once en moyenne mensuelle sur la période allant de janvier à juin 2019 ;
- S'agissant du pétrole brut, son cours moyen au premier semestre 2020 se situe à **42,34 USD** le baril, contre **66,01 USD** en 2019, soit une baisse de **35,9%**.

Par contre, il est observé au cours de l'année 2020, comparativement à l'année 2019, une amélioration des prix des **produits agricoles**, en raison des conditions climatiques dans les grandes zones de production.

Ainsi, sur le marché de Chicago, les cours moyens du riz, du blé et du maïs ont enregistré au premier semestre 2020 des hausses respectives de **37%**, **10%** et **148%** comparativement à la période correspondante de 2019, soit **14,65 cts/ib**, **534,09 USD/t** et **348,48 USD/t** au premier semestre 2020, contre respectivement **10,76 cts/ib**, **485,12 USD/t** et **140,7 USD/t** au premier semestre 2019.

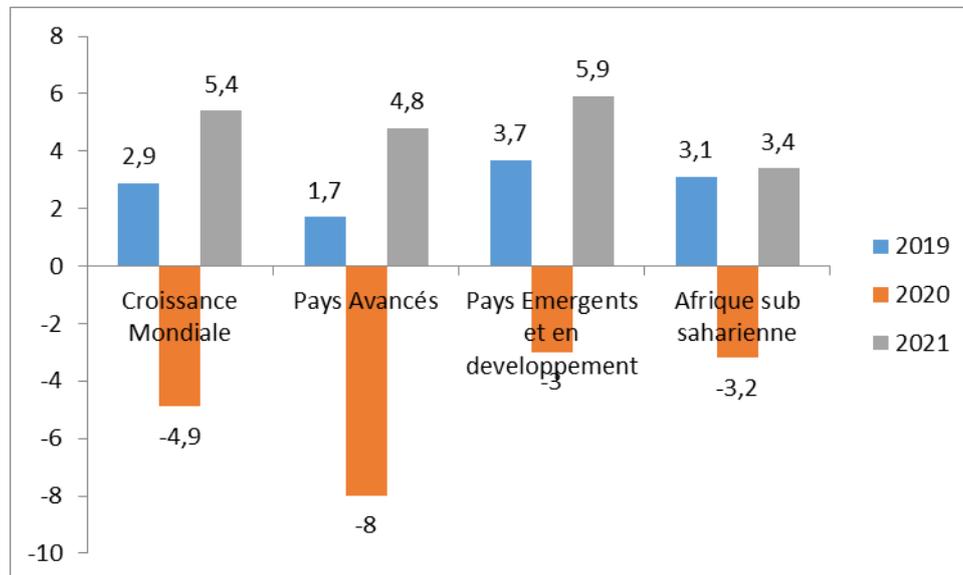
1.2. Perspectives économiques mondiales pour 2021

1.2.1. Croissance

Les estimations du FMI de juin 2020 tablent sur une croissance mondiale de **5,4 %** en 2021 contre **-4,9%** en 2020, occasionnée par une hausse progressive de la consommation et de l'investissement, à la suite des réponses adéquates et concertées des gouvernements sur la maîtrise de la pandémie de COVID-19.

Le graphique 2 ci-après illustre la configuration économique mondiale en 2020 et 2021.

Graphique 2 : Taux de croissance économique mondiale et régionale 2019-2021 (en %)



Source : DGPPB, sur base des données tirées de « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, juin 2020

Toutefois, il sied d'observer que les changements apportés aux systèmes de production, de distribution et de paiement pendant la pandémie pourraient, dans les faits, générer des gains de productivité, notamment sur les nouvelles techniques médicales, le passage au numérique ou l'abandon des combustibles fossiles au profit des sources d'énergie renouvelable.

Dans **les pays avancés**, le taux de croissance devrait se situer à **4,8 %** contre **-8,0%** estimé en 2020. Cette situation devrait se justifier par la bonne tenue de l'activité économique dans la sous-région, à la suite des mesures idoines prises pour endiguer les méfaits de la crise et maintenir le profil de la croissance sur le sentier du développement.

Concernant **les Pays émergents et en développement**, le taux de croissance du PIB serait de **5,9 %** en 2021, contre **-3,0%** en 2020, justifié notamment par le rebond prévu en Chine (**8,2 %**). Le PIB du groupe, hors Chine, devrait se contracter de **5,0 %** en 2020, puis croître de **4,7 %** en 2021, pour ainsi se retrouver légèrement au-dessous de son niveau de 2019.

En Afrique Subsaharienne, la croissance économique connaîtrait une hausse de **3,4%** en 2021 contre **-3,2%** en 2020, liée principalement à la hausse des prix des matières premières.

En dépit de la reprise de la croissance économique attendue à l'échelle mondiale, quelques facteurs de risque subsistent, entre autres, la réapparition des flambées de la pandémie à des endroits où son pic semblait avoir été franchi, le recul prolongé de l'activité économique, la baisse de la demande extérieure, le durcissement des conditions financières, l'aggravation des multiples tensions entre les États-Unis et la Chine, la détérioration des relations au sein de l'alliance des pays producteurs de pétrole, « OPEP », et les nombreuses manifestations de mécontentement qui éclatent dans différentes régions du monde.

Face à ces risques, le FMI exhorte les gouvernements des pays membres à :

- ✓ veiller à ce que les systèmes de santé disposent des moyens suffisants ;
- ✓ mettre en œuvre des politiques économiques adaptées dans les pays où les mesures de confinement s'imposent ;
- ✓ désactiver progressivement les dispositifs de soutien ciblé dans les pays ayant décidé une réouverture de leurs économies, à mesure que la reprise se dessine ;
- ✓ encourager la coopération multilatérale dans de multiples domaines, dont celui de l'allègement de la dette et le recours au dispositif mondial de sécurité financière ;
- ✓ résoudre les tensions commerciales et technologiques qui pourraient compromettre la reprise après la crise de la COVID-19 par les Etats concernés ;
- ✓ mettre en œuvre des engagements en matière d'atténuation des changements climatiques et l'association pour mettre en place à plus grande échelle des systèmes équitables de taxation du carbone, ou des dispositifs équivalents ;
- ✓ constituer des stocks mondiaux de biens essentiels et d'équipements de protection, en finançant la recherche et en consolidant les systèmes de santé publique ;
- ✓ mettre en place des dispositifs permettant d'aider efficacement les populations les plus démunies.

1.2.2. Inflation

Au niveau mondial, l'inflation devrait augmenter légèrement en 2021, parallèlement à la reprise prévue de l'activité économique.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation se situerait à **1,1%** en 2021 contre **0,3%** en 2020, soit un accroissement de **0,8%**, suite notamment à une éventuelle hausse du prix du pétrole.

Pour les pays émergents et en développement, l'inflation passerait de **4,4%** en 2020 à **4,5%** en 2021, soit un accroissement de **0,1%**.

1.2.3. Cours des produits de base

Les perspectives du FMI de juin 2020 renseignent que le cours moyen du baril de pétrole au comptant est estimé à **36,20 USD** en 2020 et à **37,50 USD** en 2021, soit une hausse de **3,6%**.

Les cours des produits de base hors combustibles (cuivre, cobalt ...) devraient connaître une amélioration en 2021.

Ils passeraient d'une variation moyenne annuelle de **-41,1%** en 2020 à **3,8%** en 2021. Ainsi, les cours du cuivre et du cobalt passeraient respectivement à **6.441,20 USD** et à **33.350 USD** la tonne en décembre 2021.

II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021

Ce point décrit (i) l'environnement économique national dans lequel le projet de loi de finances de l'exercice 2021 est élaboré, en indiquant pour 2020, le niveau de croissance économique, l'évolution de l'inflation et celle du taux de change ainsi que (ii) les perspectives économiques nationales pour 2021.

2.1. Environnement économique national en 2020

2.1.1. Niveau de croissance économique

Prenant en compte les effets de la COVID-19 sur l'économie nationale, le Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM) indique, dans ses prévisions macroéconomiques, le taux de croissance de **-1,7%** pour 2020 contre **4,4%** réalisé en 2019, expliqué en grande partie par la baisse de l'activité extractive et la fermeture de plusieurs entreprises en 2020, suivant le rapport de la DGI.

Tableau 2 : Evolution du PIB et de ses composantes en 2019 et projections pour 2020

BRANCHE D'ACTIVITE	2019	2020
Secteur primaire	0,77	0,45
<i>Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche</i>	<i>0,49</i>	<i>0,28</i>
<i>Extraction</i>	<i>0,28</i>	<i>0,17</i>
Secteur secondaire	1,55	-0,65
<i>Industries manufacturières</i>	<i>0,69</i>	<i>-0,37</i>
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	<i>0,85</i>	<i>-0,32</i>
<i>Electricité, gaz, vapeur et eau</i>	<i>0,01</i>	<i>0,04</i>
Secteur tertiaire	2,12	-1,08
<i>Transports et Télécommunications</i>	<i>0,54</i>	<i>0,56</i>
<i>Commerce</i>	<i>0,59</i>	<i>-0,96</i>
<i>Services marchands</i>	<i>0,75</i>	<i>-0,46</i>
<i>Services non marchands</i>	<i>0,30</i>	<i>-0,21</i>
<i>Autres services</i>	<i>0,30</i>	<i>-0,01</i>
PIB au coût des facteurs	4,44	-1,28
<i>Taxes sur les produits</i>	<i>0,05</i>	<i>-0,38</i>
PIB au prix du marché	4,38	-1,7

Source : CPCM, Note de cadrage macroéconomique, août 2020.

Le **secteur primaire** devrait être fortement impacté par les pesanteurs de l'environnement international, avec la baisse de l'activité dans les industries extractives. En 2020, la contribution de la branche « Extraction » serait de **0,17 point** contre **0,28 point** en 2019, suite notamment à la baisse de la demande des principaux produits miniers exportés par la RDC, affectant la production des produits phares tels que le cuivre et le cobalt. Par ailleurs, la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » connaîtrait un ralentissement passant de **0,49 point** en 2019 à **0,28 point** en 2020.

Le **secteur secondaire** connaîtrait une contreperformance par rapport à l'année dernière, suite à la baisse des activités dans les branches « Industries manufacturières » et « Bâtiments et Travaux Publics », avec des contributions respectives de **-0,37 point** en 2020 venant de **0,69 point** en 2019 et **-0,32 point** en 2020 contre **0,85 point** en 2019.

Le **secteur tertiaire** devrait également enregistrer une contreperformance due aux effets de la pandémie ainsi qu'aux mesures prises par les autorités pour limiter sa propagation. En effet, alors que la contribution des activités de la branche « Transports et Télécommunications » connaîtrait une légère augmentation, passant de **0,54 point** en 2019 à **0,56 point** en 2020, les autres branches seraient marquées par des contributions négatives par rapport à l'année, notamment le « Commerce ».

Il sied de relever que le recul de la croissance économique en 2020 par rapport à son niveau initial appelle de la part du Gouvernement une accélération de la mise en œuvre du Programme Multisectoriel d'Urgence pour l'Atténuation des Impacts de la COVID-19 (PMUAIC-19) en vue de faire face aux chocs enregistrés aussi bien sur l'offre que sur la demande et de favoriser, par ricochet, la reprise graduelle de l'activité économique.

2.1.2. Evolution du taux de change en 2020

Sur le marché de change, il s'est observé aux six premiers mois de 2020, une accélération du rythme de dépréciation du taux de change. En effet, le dollar américain s'est négocié, à l'indicatif, à **1.906,76 FC** à fin juin 2020 contre **1.672,95 FC** à fin décembre 2019 et à **1.977,50 FC** contre **1.725,67 FC** au parallèle. A fin décembre 2020, le taux de change prévisionnel à l'indicatif pourrait atteindre **2.032,20 FC** pour 1 dollar américain.

La dépréciation monétaire observée au cours du premier semestre 2020 est expliquée notamment par :

- ✓ la hausse des besoins en devises face à une insuffisance de l'offre à la suite de la baisse des recettes en devises provenant des exportations des miniers et des pétroliers ;
- ✓ les effets d'anticipation de certains agents économiques dans un contexte de fortes spéculations.

2.1.3. Evolution de l'inflation en 2020

En ce qui concerne le rythme de formation des prix intérieurs, il sied de préciser que le premier semestre 2020 a été caractérisé par une flambée des prix sur le marché des biens et services observée à partir du mois de mars. En effet, l'inflation fin période est passée de **0,51%** au mois de janvier à **2,55%** au mois de juin. En glissement annuel, l'inflation s'est située à **11,7%** contre **4,1%** à la période correspondante en 2019. A fin décembre 2020, il est prévu une inflation de **21,5%**.

Cette accélération du rythme de formation des prix intérieurs est induite notamment par (i) l'accroissement de la demande après l'annonce des mesures de riposte contre la pandémie de COVID-19, (ii) la rareté des biens suite aux difficultés d'importation et d'approvisionnement des centres urbains touchés par la pandémie, (iii) les tensions observées sur le marché de change et (iv) le comportement spéculatif de certains agents économiques au regard de la psychose due aux effets de la pandémie.

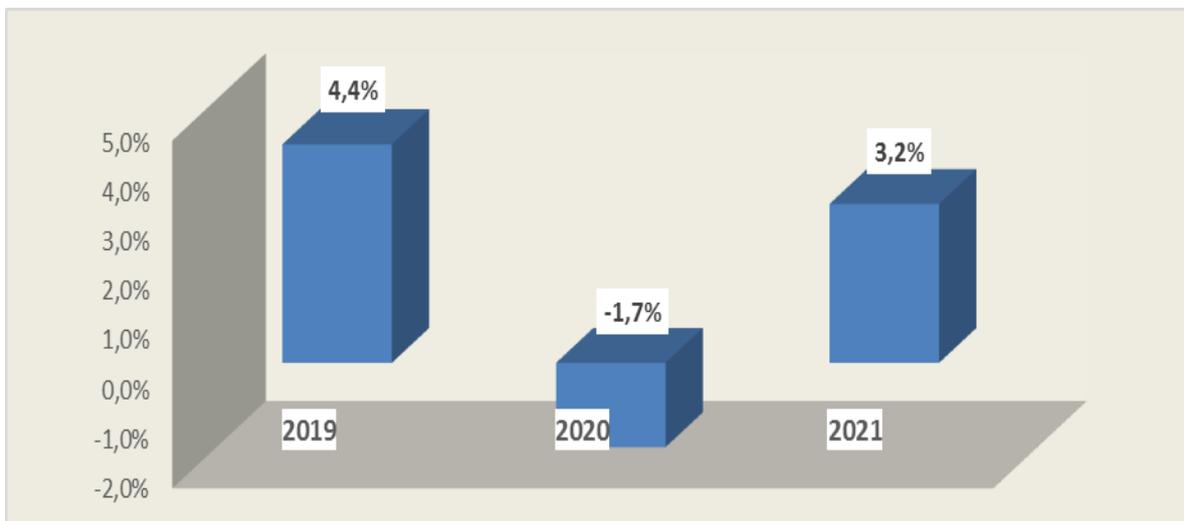
2.2. Perspectives économiques nationales pour 2021

Ce point présente la trajectoire des principaux indicateurs macroéconomiques en 2021. Il décline l'évolution de l'activité économique, du taux de change et de l'inflation.

2.2.1. *Activité économique en 2021*

Le développement de l'activité économique en RDC, selon le CPCM, devrait connaître une reprise du fait d'une amélioration attendue principalement au niveau des secteurs primaire et tertiaire et dans une moindre mesure du secteur secondaire.

Graphique 3 : Croissance du PIB réel 2019-2021 (en %)



Source : DGPPB, sur base des données du CPCM, août 2020.

En effet, la croissance, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires et d'une bonne tenue des cours des matières premières, s'établirait à **3,2 %** en 2021 venant d'un repli de **1,7 %** observé en 2020. Cette relance de l'économie congolaise serait tributaire de la contribution respective du secteur primaire (**1,42 point**), du secteur secondaire (**0,16 point**) et du tertiaire (**1,56 point**).

Au niveau du secteur primaire, il est attendu la relance de la production agricole qui devrait permettre de faire passer sa contribution à la croissance de **0,28 point** en 2020 à **0,51 point** en 2021. Pour ce qui est de l'industrie extractive, la mise en œuvre du plan stratégique du développement du secteur minier, dans un contexte de bonne tenue des cours des matières premières, devrait permettre de relever la contribution à la croissance de **0,17 point** en 2020 à **0,91 point** en 2021.

S'agissant du secteur secondaire, les perspectives présagent principalement l'amélioration des activités dans la branche « Bâtiments et Travaux publics » qui contribueraient autour de **0,13 point** de croissance en 2021 contre une contribution négative de **0,32 point** en 2020. En effet, cette branche devrait connaître une remontée progressive à la faveur d'une demande des matériaux de construction, principalement le ciment, aussi bien par les particuliers que par l'Etat.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, la croissance serait principalement portée par les branches « Commerce » et « Transports et Télécommunications ». En termes de contribution à la croissance pour le commerce, elle pourrait atteindre **0,03 point** en 2021 venant de **-0,96 point** en 2020. Pour ce qui est des transports et télécommunications, sa contribution se situerait autour de **0,56 point** en 2020 et **1,25 point** en 2021. En effet, cette branche serait confortée d'une part, par le développement du trafic inter provinces et la modernisation des routes transfrontalières qui favoriseraient l'expansion du commerce de gros et de détails, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires et d'autre part, par l'augmentation du trafic des télécommunications, impulsée par un développement important des Technologies de l'Information et de la Communication.

2.2.2. Projection du taux de change et de l'inflation en 2021

Le rythme annuel de dépréciation de la monnaie nationale en 2021 serait faible du fait notamment de la poursuite des mesures de stabilisation du cadre macroéconomique prises par le Gouvernement, au travers notamment de la signature du pacte de stabilité entre les Ministères du Budget, des Finances et la Banque Centrale du Congo. Ainsi, le cours de change fin période s'établirait à **2.103,4 FC** en 2021 contre **2.032,2 FC** le dollar américain en 2020.

En effet, la faible dépréciation monétaire qui s'observerait au cours de l'année 2021 serait expliquée principalement par trois facteurs, à savoir :

- ✓ l'absence du financement monétaire du déficit du Trésor dans un contexte de gestion des finances publiques sur base caisse ;
- ✓ la baisse des besoins en devises face à une amélioration de l'offre suite à l'augmentation attendue des recettes en devises provenant principalement des exportations des miniers ; et
- ✓ l'atténuation des anticipations inflationnistes de certains agents économiques dans un contexte de baisse de spéculations du fait de la maîtrise de la pandémie de COVID-19 et de la mise en œuvre du pacte de stabilité macroéconomique.

Le profil de l'inflation serait en adéquation avec la relance de l'activité économique en 2021. Selon les prévisions de la BCC, il est postulé en 2021 une décélération du rythme des formations des prix sur le marché des biens et services qui serait caractérisé par des faibles poussées inflationnistes.

En effet, le taux d'inflation à fin décembre 2020 s'établirait à **21,5%** contre **4,6 %** à fin 2019. Il se situerait à **8,8 %** à fin décembre 2021, face à un objectif à moyen terme de **7,7 %** entre 2021 et 2023. Cette évolution favorable des prix à la consommation, résulterait du strict respect du pacte de stabilité macroéconomique et de la poursuite de la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2020

Au cours du premier semestre de l'exercice 2020, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **4.588,4 milliards de FC**, contre les dépenses exécutées de l'ordre de **4.804,5 milliards de FC**, soit un solde négatif de **216,1 milliards de FC**.

3.1. Réalisation des recettes à fin juin 2020

Au premier semestre 2020, les recettes totales mobilisées s'élèvent à **4.588,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **9.272,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **49,5%**.

Elles se composent de :

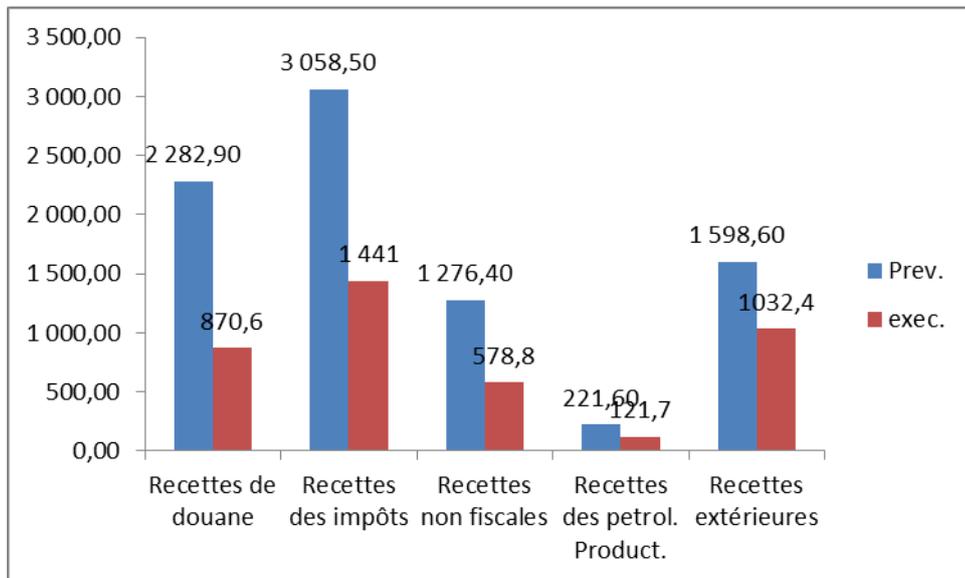
- Budget général : **4.114,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **8.612,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **47,8%** ;
- Budgets annexes : **105,2 milliards de FC** contre une prévision de **152,7 milliards de FC**, soit **68,9%** de taux de réalisation ;
- Comptes spéciaux : **368,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **507,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **72,7%**.

Le niveau de réalisation des recettes du Budget général par nature se présente comme suit :

- Recettes des douanes et accises : **870,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.282,9 milliards de FC**, soit **38,1%** de taux de réalisation ;
- Recettes des impôts : **1.441,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.058,5 milliards de FC**, soit **47,1%** de taux de réalisation ;
- Recettes non fiscales : **578,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.276,4 milliards de FC**, soit **45,3%** de taux de réalisation ;

- Recettes des pétroliers producteurs : **121,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire évaluée à **221,6 milliards de FC**, soit **55,0%** de taux de réalisation ;
- Recettes extérieures : **1.032,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.598,6 milliards de FC**, soit **64,6%** de taux de réalisation.

Graphique 4 : Réalisation des Recettes à fin juin 2020



Source : DGPPB, sur base des données du TOFE, juin 2020

3.2. Exécution des dépenses à fin juin 2020

Les dépenses globales exécutées à fin juin 2020 se chiffrent à **4.804,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **9.272,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **51,8%**.

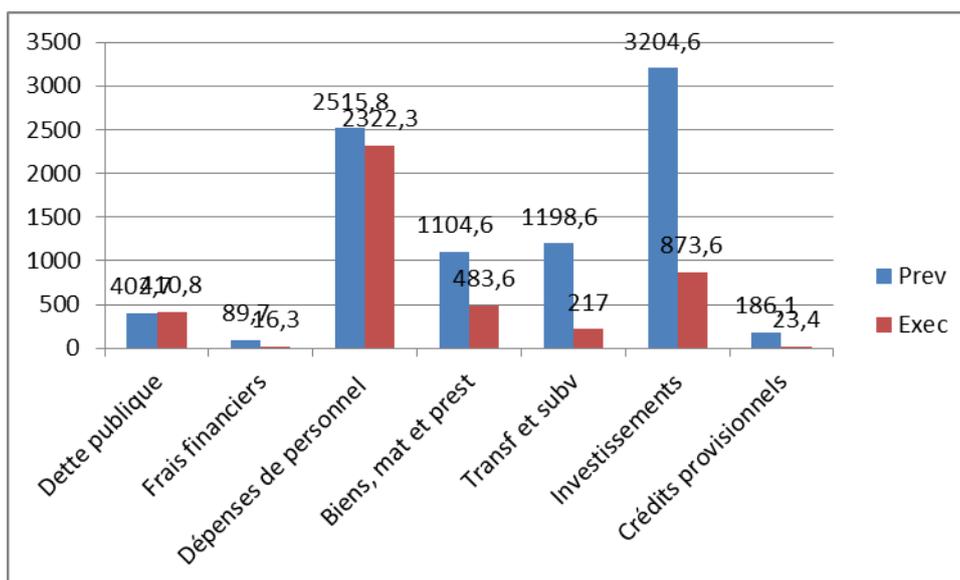
Elles se composent de :

- Budget général : **4.330,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **8.612,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **50,3%** ;
- Budgets annexes : **105,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **152,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **68,9%** ;
- Comptes spéciaux : **368,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **507,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **72,7%**.

S'agissant du Budget général, son niveau d'exécution par rubrique se présente de la manière suivante :

- Dette publique et frais financiers : **410,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **402,8 milliards de FC**, soit **102,0%** de taux d'exécution ;
- Dépenses de personnel (rémunérations) : **2.322,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.515,8 milliards de FC**, soit **92,3%** de taux d'exécution ;
- Biens, matériels et prestations (fonctionnement) : **483,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.104,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **43,8%** ;
- Transferts et subventions : **217,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.198,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **18,1%** ;
- Investissements : **873,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.204,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **27,3%** ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **23,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **186,1 milliards de FC**, soit **12,6%** de taux d'exécution.

Graphique 5 : Exécution des dépenses à fin juin 2020



Source : DGPPB, sur base des données des ESB, juin 2020.

3.3. Perspectives à fin décembre 2020

À fin décembre 2020, les recettes et les dépenses attendues pourraient atteindre **10.526,7 milliards de FC**.

3.3.1. Recettes probables à fin décembre

À fin décembre 2020, le niveau global des recettes à collecter pourrait atteindre **10.526,7 milliards de FC**.

Elles sont constituées des recettes du Budget général de l'ordre de **9.736,1 milliards de FC** dont **6.635,4 milliards de FC** sur ressources propres et **3.100,8 milliards de FC** sur ressources extérieures.

Les réalisations des recettes courantes à fin décembre 2020 pourraient se situer à **6.285,4 milliards de FC** et les recettes exceptionnelles à **350,0 milliards de FC**.

Elles sont réparties comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **1.821,5 milliards de FC**, soit une régression de **60,1%** par rapport à l'assignation de **4.565,9 milliards de FC** ;
- Recettes des impôts : **3.029,2 milliards de FC** soit une régression de **50,5%** par rapport à l'assignation de **6.116,9 milliards de FC** ;
- Recettes non fiscales : **1.191,1 milliards de FC**, soit une régression de **53,3%** par rapport à l'assignation de **2.552,8 milliards de FC** ;
- Recettes des Pétroliers producteurs : **243,5 milliards de FC**, soit une régression de **45,0%**.

L'atteinte de ces prévisions est en grande partie tributaire de la maîtrise de la pandémie de COVID-19 à fin décembre et de la poursuite de la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives arrêtées dans la Loi de finances de l'exercice 2020, notamment :

- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, la corruption et les crimes économiques ;

- l'application intégrale du code minier révisé, des nouveaux tarifs douaniers et accisiens ainsi que des textes de mise en œuvre des nouveaux taux fixés dans la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- la poursuite de l'informatisation des procédures fiscales et douanières en vue d'optimiser la capacité de mobilisation des ressources par les administrations financières ;
- le renforcement des missions de contrôle relatives aux recettes non fiscales.

Quant aux recettes extérieures, elles pourraient se situer à **3.100,8 milliards de FC** se rapportant aux recettes d'appuis budgétaires de **1.064,2 milliards de FC** et celles de financement d'investissements de **2.036,5 milliards de FC**.

3.3.2. Dépenses probables à fin décembre

À fin décembre 2020, le niveau global des dépenses à exécuter pourrait atteindre **10.526,7 milliards de FC** contre une prévision initiale de **18.545,2 milliards de FC**.

Par rapport aux prévisions budgétaires, l'exécution probable à fin décembre 2020 par grande rubrique se présente comme suit :

- Dette publique et frais financiers : **440,5 milliards de FC**, représentant **4,5%** des dépenses du Budget général ;
- Rémunérations : **4.748,0 milliards de FC**, représentant **48,8%** des dépenses du Budget général et **75,5%** des recettes courantes ;
- Biens, matériels et prestations (fonctionnement) : **1.214,3 milliards de FC**, représentant **12,5%** des dépenses du Budget général ;
- Transferts et subventions : **807,4 milliards de FC**, représentant **8,3%** des dépenses du Budget général ;
- Dépenses d'investissement : **2.425,8 milliards de FC**, représentant **24,9%** des dépenses du Budget général et comprenant :
 - l'investissement sur ressources propres : **389,3 milliards de FC**, représentant **4,0%** des dépenses du Budget général et **16,0%** des dépenses d'investissement, et reprenant :

- ✓ les projets du Gouvernement central : **160,0 milliards de FC**, soit **1,6%** des dépenses du Budget général ;
- ✓ la contrepartie des projets : **15,0 milliards de FC**, représentant **0,2%** du Budget général ;
- ✓ les projets des Provinces : **112,1 milliards de FC**, soit **1,2%** des dépenses du Budget général ;
- ✓ les fonds de péréquation : **102,2 milliards de FC**, soit **1,1%** des dépenses du Budget général.
- l'investissement sur ressources extérieures : **2.036,5 milliards de FC**, représentant **20,9%** des dépenses du Budget général et **83,9%** des dépenses d'investissement ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **100,0 milliards de FC**, représentant **1,0%** des dépenses du Budget général, comprenant :
 - provisions sur ressources propres : **100,0 milliards de FC**, représentant **1,0%** des dépenses du Budget général et reprenant :
 - ✓ la provision pour les élections : **15,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la réserve budgétaire : **60,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la couverture d'éventuels sinistres et calamités : **25,0 milliards de FC**.

IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2021

4.1. Contexte d'élaboration

Le projet de loi de finances de l'exercice 2021 s'élabore dans un contexte de la spirale engendrée par la pandémie de COVID-19, survenue au cours de l'année 2020, et ses conséquences néfastes sur l'activité économique et les finances publiques.

La maîtrise mondiale de la pandémie au second semestre de l'année en cours, permettra la reprise de la croissance au cours de l'année 2021, laquelle devrait impacter positivement l'économie congolaise dans un environnement d'amélioration des cours de matières premières, de bonne tenue des produits miniers et de bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire, en vue de la maîtrise de l'inflation et de l'accroissement des investissements publics.

De ce qui précède, le Gouvernement entend accélérer la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans son Programme d'action, en ligne avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Gouvernement en décembre 2019, avec comme axes prioritaires :

- la valorisation du capital humain et le développement social et culturel ;
- le renforcement de la bonne gouvernance, la restauration de l'autorité de l'Etat et la consolidation de la paix ;
- la consolidation de la croissance économique, la diversification et la transformation de l'économie ;
- l'aménagement du territoire, la reconstruction et la modernisation des infrastructures ;
- la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique ainsi que le développement durable et l'équilibre.

Un accent sera mis, au cours de l'exercice 2021, sur les subventions pour soutenir la relance de l'activité économique après le choc causé par la pandémie, ainsi que sur les dépenses sociales et sécuritaires.

Ce projet de loi intègre également la donne liée au rôle que doit jouer la RDC dans le cadre de la présidence de l'Union Africaine l'année prochaine ainsi que la poursuite de l'instauration de la démarche de la performance induite par la Loi relative aux finances publiques à travers le budget-programme envisagé à l'horizon 2023.

4.2. Cadre macroéconomique

Le projet de loi de finances 2021 se fonde sur les indicateurs et agrégats macroéconomiques repris dans le tableau 3 suivant.

Tableau 3 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2023

Cadrage macroéconomique	2020		2021	2022	2023
	initial	collectif			
Taux de croissance	5,4%	-1,7%	3,2%	4,7%	6,2%
Déflateur PIB	7,3	7,6	8,7	9,4	10,1
Taux d'inflation moyen	6,8%	13,0%	15,1%	8,2%	7,1%
Taux d'inflation fin période	6,5%	21,5%	8,8%	7,6%	6,6%
Taux change moyen (FC/USD)	1 687,4	1 852,6	2 067,8	2 133,9	2 190,5
Taux change fin période (FC/USD)	1 687,9	2 032,2	2 103,4	2 103,4	2 164,5
PIB nominal en milliards FC	97 683,67	94 240,63	111 904,34	126 739,69	144 174,27
Pression fiscale	14,0%	6,7%	8,1%	11,5%	13,9%

Source : CPCM, Note de cadrage macroéconomique, août 2020

4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2021

Le projet de loi de finances de l'exercice 2021 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **14.235,2 milliards de FC** équivalant à **6,9 milliards de USD**, soit une régression de **23,2%** par rapport au budget de l'exercice 2020 chiffré à **18.545,2 milliards de FC**.

4.3.1. Configuration des recettes

Les recettes de l'exercice 2021 sont configurées comme suit :

- Budget général : **13.202,3 milliards de FC**, équivalant à **6,4 milliards de USD**, soit une régression de **23,4%** par rapport à son niveau de 2020 chiffré à **17.225,2 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **362,8 milliards de FC**, équivalant à **0,2 milliard de USD**, soit un taux d'accroissement de **18,8%** par rapport à leur niveau de 2020 chiffré à **305,4 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **670,2 milliards de FC**, équivalant à **0,3 milliard de USD**, soit une régression de **33,9%** par rapport à leur niveau du budget 2020 chiffré à **1.014,6 milliards de FC**.

4.3.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du Budget général 2021 comprennent les recettes internes de **9.273,6 milliards de FC**, équivalant à **4,5 milliards de USD** et les recettes extérieures de **3.928,7 milliards de FC**, soit **1,9 milliard de USD**.

4.3.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes sont constituées de recettes courantes de **9.021,6 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **252,0 milliards de FC** au titre d'emprunt intérieur.

a) Recettes courantes

Les recettes courantes sont ventilées comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **2.468,8 milliards de FC**, soit une régression de **45,9%** par rapport à leur niveau du budget 2020 de **4.565,9 milliards de FC**. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :
 - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **1.125,0 milliards de FC (45,6%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits d'accises : **668,9 milliards de FC (27,1%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **592,3 milliards de FC (23,9%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Taxes à l'exportation : **9,8 milliards de FC (0,4%** des recettes de douanes et accises) ;

- Amendes et pénalités : **72,0 milliards de FC (2,9%** des recettes de douanes et accises).
- Recettes des impôts : **4.572,4 milliards de FC**, soit une régression de **25,3%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **6.116,9 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de :
 - Impôts sur les rémunérations : **1.452,0 milliards de FC (31,8%** des recettes des impôts) ;
 - Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **1.514,6 milliards de FC (33,1%** des recettes des impôts) ;
 - Impôts sur les biens et services : **1.556,9 milliards de FC (34,3%** des recettes des impôts) ;
 - Autres recettes : **48,8 milliards de FC (1,0%** des recettes des impôts).
- Recettes non fiscales : **1.662,2 milliards de FC**, soit une régression de **34,9%** par rapport à leur niveau de 2020 de **2.552,8 milliards de FC**. Par grande nature, ces recettes sont ventilées de la manière suivante :
 - Recettes administratives : **723,9 milliards de FC (43,6%** des recettes non fiscales)
 - Recettes judiciaires : **81,6 milliards de FC (4,9%** des recettes non fiscales)
 - Recettes domaniales : **821,4 milliards de FC (49,4%** des recettes non fiscales)
 - Recettes de participations : **35,2 milliards de FC (2,1%** des recettes non fiscales).
- Recettes des Pétroliers producteurs : **318,2 milliards de FC**, soit une régression de **28,1%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **442,5 milliards de FC**. Projetées sur base des réalisations probables à fin décembre 2020 de l'ordre de **243,5 milliards de FC**, ces recettes prennent en compte une production journalière de **23.700 barils** pour les deux groupes (on shore et off-shore), la décote de **3 USD**, le prix moyen du baril de **46 USD** après décote, les frais du terminal de **2,5 USD** le baril.

b) Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont projetées à **252,0 milliards de FC**, soit un taux régression de **28,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **350,0 milliards de FC**.

• Mesures pour la mobilisation des recettes

Les recettes courantes sont sous-tendues notamment par les mesures fiscales et/ou administratives ci-après :

▪ Pour la DGDA :

- l'abandon de la pratique des compensations, prohibées par la loi ;
- la limitation des exonérations à leur champ conformément à l'article 4 du Code des douanes et l'interdiction des exonérations dérogatoires accordées notamment dans le cadre des marchés publics, à l'exception de ceux à financement extérieur ;
- la révisitation des diverses et nombreuses exonérations légales ;
- la lutte contre la corruption, la fraude et la contrebande.

▪ Pour la DGI :

- la finalisation du protocole d'accord de collaboration pilote avec l'hôtel de ville de Kinshasa pour la maîtrise du répertoire et de la volatilité des assujettis en matière d'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP ;
- le traitement des opérations d'importation des marchandises par les entreprises minières en phase d'exploitation, par régularisations comptables en matière de TVA ;
- l'acquisition du dispositif de la remontée des informations sur la TVA collectée sur les opérations réalisées par les assujettis au serveur de la DGI (caisses enregistreuses) ;
- la révisitation des diverses et nombreuses exonérations légales.

▪ Pour la DGRAD :

- l'utilisation des visas biométriques en lieu et place du cachet humide et du laissez-passer individuel non sécurisés ;
- l'approvisionnement en imprimés de valeur (Permis de conduire, passeport, ...) ;

- l'acquisition de l'équipement de contrôle des flux de communication en faveur de l'ARPTC ;
- la numérisation du cadastre foncier pour l'obtention en temps réel des détails sur les parcelles par lots (ville, commune, quartier, etc.) ;
- la réduction des exonérations relevant des régimes douaniers privilégiés, sur les importations des produits d'origine toxique, qui amenuisent les recettes du Programme National de l'Hygiène aux Frontières et dont l'affluence est nocive à l'environnement.

4.3.1.1.2. Recettes extérieures

Les recettes extérieures s'élèvent à **3.928,7 milliards de FC** et enregistrent un taux d'accroissement de **22,9%** par rapport à leur niveau de 2020 de **3.197,1 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **1.271,7 milliards de FC** qui enregistrent un accroissement de **50,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **843,7 milliards de FC** ;
- au financement des investissements : **2.656,9 milliards de FC**, signalant un taux d'accroissement de **12,9%** par rapport à leur niveau de 2020 de **2.353,4 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **2.063,8 milliards de FC** de dons projets et **593,2 milliards de FC** d'emprunts projets.

4.3.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les budgets annexes sont évalués à **362,8 milliards de FC** qui équivalent à **0,2 milliard de USD** et enregistrent un taux d'accroissement de **18,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **305,4 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieurs et universitaires publics, ainsi que des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour.

4.3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

Les recettes des Comptes spéciaux sont évaluées à **670,2 milliards de FC**, correspondant à de **0,3 milliard de USD** et enregistrant un taux de régression de **33,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **1.014,6 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

Tableau 4 : Recettes des Comptes spéciaux

N°	Compte d'affectation spéciale	Budget 2020 Initial (en mias FC)	Budget 2020 rectifié (en mias FC)	Budget 2021(en mias FC)
1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	438,9	123,8	203,4
2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	392,8	331,8	259,7
3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	48,5	21,9	65,0
4	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	3,2	2,7	5,8
5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	17,2	8,3	20,4
6	Fonds de Contrepartie	8,4	5,0	10,0
7	Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC)	0,6	0,6	0,6
8	Fonds Forestier National (FFN)	11,3	8,4	4,2
9	Cadastre Minier (CAMI)	18,7	17,5	23,9
10	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	15,2	0,9	16,0
11	Fonds Minier pour les Générations Futures (FOMIN)	59,7	54,4	60,9
12	Fonds National de Solidarité Contre la COVID-19 (FNSCC)	0	10,0	-
	Total	1.014,6	585,4	670,2

Source : DGPPB, août 2020

4.3.2. Configuration des dépenses

Les dépenses de l'exercice 2021 sont chiffrées à **14.235,2 milliards de FC** en équilibre avec les recettes correspondantes tant pour le Budget général (**13.202,3 milliards de FC**), les Budgets annexes (**362,8 milliards de FC**) que pour les Comptes spéciaux (**670,2 milliards de FC**).

4.3.2.1. Dépenses du Budget général

Les dépenses du Budget général sont ventilées comme suit :

- Dette publique et frais financiers : **914,7 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **13,6%** par rapport à son niveau de l'exercice 2020 de **805,5 milliards de FC**, représentant **6,9%** des dépenses du Budget général. Ces crédits se rapportent au remboursement du principal de la dette intérieure évaluée à **233,6 milliards de FC** ainsi que celui de la dette extérieure évaluée à **411,4 milliards de FC**.
- Rémunérations : **5.138,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **2,1%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2020 et une part de **57,0%** des recettes courantes, au-delà du critère de convergence macroéconomique de la SADC fixé à **35%**.

Cette enveloppe prend en compte une quotité du barème convenu entre le Gouvernement et l'INAP, le recrutement à l'armée et à la PNC ainsi que la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire.

Le Gouvernement entend asseoir une politique salariale axée sur la rationalisation des rémunérations, pour améliorer les conditions sociales des agents et fonctionnaires de l'Etat.

- Biens, matériels et prestations : **1.324,3 milliards de FC**, représentant **10,0%** des dépenses du Budget général et un taux de régression de **40,1%** par rapport à son niveau de l'exercice 2020 de **2.209,3 milliards de FC**. Ces dépenses comprennent :
 - le fonctionnement des institutions chiffré à **495,5 milliards de FC**, soit un taux de régression de **44,7%** par rapport à son niveau de l'exercice 2020, concrétisant ainsi l'effort du Gouvernement de réduire le train de vie des institutions ;

- le fonctionnement des ministères d'un import de **638,3 milliards de FC**, régressant de **43,3%** par rapport à son niveau de l'exercice 2020. Outre le fonctionnement courant des services et le financement des réformes, cette rubrique prend en compte entre autres la poursuite des priorités du Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la Covid-19, les dépenses sécuritaires, celles de fonctionnement des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire, l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments essentiels, l'achat des intrants agricoles, la quote-part gouvernementale liée à la présidence de l'Union Africaine à assurer par la RDC ainsi que les charges liées à la participation de la RDC aux différentes compétitions sportives prévues en 2021 ;
- le fonctionnement des services déconcentrés d'un montant de **17,5 milliards de FC**, baissant de **28,6%** par rapport à son niveau de l'exercice 2020 ;
- les charges communes chiffrées à **172,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **6,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020, elles prennent en compte les arriérés de consommation d'eau et d'électricité par les services étatiques, la rétribution aux banques, les frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que les frais d'hébergement, carburants et autres.
- Transferts et subventions : **1.509,9 milliards de FC**, soit une régression de **37,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020. Ils comprennent :
 - la rétrocession aux Administrations financières de **494,9 milliards de FC**, calculée à hauteur de 5% pour la DGDA et la DGI, et 10% pour la DGRAD ;
 - le transfert aux provinces et ETD au titre de fonctionnement d'un import de **351,0 milliards de FC**, auquel s'ajoute la rémunération transférée de **1.945,7 milliards de FC** et l'investissement de **317,3 milliards de FC**, soit **2.614,0 milliards de FC** au titre de 40% des recettes à caractère national ;

- les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques de **120,9 milliards de FC**, soit un taux de régression de **77,7%** au regard de la contrainte des ressources. Le Gouvernement entend notamment appuyer les PME pour la relance de l'activité économique après le choc causé par la pandémie de Corona virus ;
- la subvention aux organismes auxiliaires et aux services ex-BPO de **62,3 milliards de FC**, soit une régression de **14,7%** par rapport à son niveau du budget de l'exercice 2020 de **73,0 milliards de FC** ;
- la bourse d'études d'un montant de **8,2 milliards de FC**, soit un taux de régression de **45,2%** par rapport à son niveau du budget de l'exercice 2020 de l'ordre de **15,0 milliards de FC** ;
- la TVA remboursable d'un montant de **467,6 milliards de FC**, soit un taux de régression de **33,3%** par rapport à son niveau du budget de l'exercice 2020 ;
- la mise à retraite d'un montant de **5,0 milliards de FC** au titre d'effort du Gouvernement en vue d'assurer progressivement la retraite de plus de 17.000 agents et fonctionnaires de l'Etat, envisagée avec l'appui des partenaires techniques et financiers de la RDC.
- Dépenses d'investissement : **4.107,9 milliards de FC**, soit une régression de **35,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 et **31,1%** des dépenses du Budget général.

Les dépenses d'investissement se déclinent comme suit :

- Investissement sur ressources propres : **1.450,9 milliards de FC**, représentant **11,0%** des dépenses du Budget général et devront couvrir :

Les dépenses d'investissement sur ressources propres qui prennent en compte les projets du Gouvernement central chiffrés à **738,9 milliards de FC** et la contrepartie gouvernementale d'un import de **68,0 milliards de FC**.

Les 40% des recettes à caractère national en faveur des provinces de l'ordre de **2.614,0 milliards de FC**, comprenant le transfert au titre de fonctionnement (rétrocession) de **351,0 milliards de FC** et les charges non encore transférées de **2.263,0 milliards de FC** comprenant les rémunérations de **1.945,7 milliards de FC** et l'investissement de **317,3 milliards de FC**.

L'enveloppe du fonds de péréquation se chiffre à **653,5 milliards de FC**. Conformément à l'article 218 de la Loi relative aux finances publiques, l'allocation des recettes au profit des provinces, fixée par la Constitution, tient compte du transfert effectif des compétences et des responsabilités en matière des dépenses. En attendant cette effectivité, une quotité de 50% de ce montant a été retenue pour assurer le coût des compétences et des responsabilités non encore transférées. A titre illustratif, l'enveloppe salariale de l'EPST et de la santé à fin décembre 2020 représente à elle seule près de 50% de l'enveloppe totale des rémunérations.

- Investissement sur ressources extérieures : **2.656,9 milliards de FC**, soit un accroissement de **12,9%** par rapport à son niveau du budget de l'exercice 2020, représentant **20,1%** des dépenses du Budget général ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **206,8 milliards de FC**, représentant **1,6%** des dépenses du Budget général et devra financer :
 - les opérations électorales : **90,0 milliards de FC** ;
 - la réserve budgétaire : **65,0 milliards de FC** ;
 - la couverture d'éventuels sinistres et calamités : **51,8 milliards de FC**.

4.3.2.2. Dépenses des Budgets annexes

Les dépenses des Budgets annexes sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes.

4.3.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale repris en recettes.

CONCLUSION

Le projet de loi de finances de l'exercice 2021 contient un budget présenté en équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de **14.235,2 milliards de FC**, équivalant à **6,9 milliards de USD**.

Il est le reflet de la politique budgétaire définie dans la Lettre d'orientation du Premier Ministre, s'inspirant des leçons tirées des effets néfastes de la pandémie de COVID-19 et propose des réponses susceptibles de relever l'économie pour soutenir la croissance et renforcer la résilience sociale et économique, tout en mesurant les risques budgétaires, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes et la qualité des dépenses.

Pour mettre en œuvre efficacement les politiques contenues dans ce budget et en assurer la soutenabilité, le Gouvernement veillera à l'application des mesures visant l'accroissement des recettes projetées et un meilleur encadrement des dépenses.

En annexe :

- Le tableau des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 ;
- Le tableau synthèse de projection des recettes 2021 ;
- Le tableau synthèse de projection des dépenses 2021 ;
- Le tableau des modalités de calcul de la rétrocession aux administrations financières et de 40% de transfert aux Provinces et ETD ;
- L'état de l'équilibre financier et budgétaire / budget 2021.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2021

ANNEXES

Tableau N°1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2019-2021

Cadrage macroéconomique	2019		2020		2021
	Projeté	Réalisé	Initial	Réaménagé	
Taux de croissance	5,6%	4,4%	5,4%	-1,7%	3,2%
Déflateur PIB	7,2	6,7	7,3	7,6	8,7
Tx d'inflation moyen	12,4%	5,9%	6,8%	13,0%	15,1%
Tx d'inflation fin période	11,2%	4,6%	6,5%	21,5%	8,8%
Tx change moyen (FC/USD)	1 747,80	1 647,80	1 687,41	1 852,60	2 067,80
Tx change fin période (FC/USD)	1 790,30	1 673,00	1 687,90	2 032,20	2 013,40
PIB réel en milliards FC	12 808,02	12 660,60	13 344,27	12 450,36	12 842,95
PIB nominal en milliards FC	96 687,76	84 781,99	97 683,67	94 240,63	111 904,00
Pression fiscale	8,6%	8,1%	14,0%	6,7%	8,1%

TABLEAU N° 2 : SYNTHÈSE DES RECETTES BUDGET 2021 PROJET DE LOI DE FINANCES (En Fc)

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2020														BUDGET 2021						
		VOTE	Struct. (%)	% BG	% PIB	Taux accr.	PREVISIONS LINEAIRES AU 31 aout 2020	REALISATIONS AU AU 31 aout 2020 (PTR)	Tx. Réal. (%)	COLLECTIF BUDGETAIRE	Tx. Réal. (%)	Struct. (%)	% BG	% PIB	Taux accr./2020	Taux accr./2019	PROJET	Struct. (%)	% BG	% PIB	Taux accr./LF	Taux accr./PLFR
I.	BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	92,9	100,0	17,6	79,3	11 483 498 698 193	5 668 018 132 889	49,4	9 736 125 732 876	56,5	92,5	100,0	10,3	-43,5	1,4	13 202 250 552 737	90,5	100,0	11,8	-23,4	35,6
I.1.	RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)	14 028 141 771 988	75,6	81,4	14,4	66,1	9 352 094 514 659	4 142 104 000 000	44,3	6 635 375 022 022	47,3	63,0	68,2	7,0	-52,7	-21,4	9 273 591 809 256	65,1	70,2	8,3	-33,9	39,8
I.1.1.	RECETTES COURANTES	13 678 141 771 988	73,8	79,4	14,0	64,9	9 118 761 181 325	4 082 172 000 000	44,8	6 285 375 022 022	46,0	59,7	64,6	6,7	-54,0	-24,2	9 021 591 809 256	63,4	68,3	8,1	-34,0	43,5
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	24,6	26,5	4,7	72,6	3 043 912 218 049	1 203 284 000 000	39,5	1 821 521 402 841	39,9	17,3	18,7	1,9	-60,1	-31,1	2 468 826 890 883	17,3	18,7	2,2	-45,9	35,5
I.1.1.2	Recettes des Impôts	6 116 974 902 700	33,0	35,5	6,3	52,5	4 077 983 268 467	2 001 870 000 000	49,1	3 029 242 915 535	49,5	28,8	31,1	3,2	-50,5	-24,5	4 572 389 126 602	32,1	34,6	4,1	-25,3	50,9
I.1.1.3	Recettes non Fiscales	2 552 782 976 317	13,8	14,8	2,6	111,4	1 701 855 317 545	768 581 000 000	45,2	1 191 132 845 470	46,7	11,3	12,2	1,3	-53,3	-1,4	1 662 167 901 406	11,7	12,6	1,5	-34,9	39,5
1°	DGRAD	2 552 782 976 317	13,8	14,8	2,6	111,4	1 701 855 317 545	766 758 000 000	45,1	1 191 132 845 470	46,7	11,3	12,2	1,3	-53,3	-1,4	1 662 167 901 406	11,7	12,6	1,5	-34,9	39,5
2°	AUTRES	0	0,0	0,0	0,0		0	1 823 000 000		0	0,0	0,0	0,0			0	0,0	0,0	0,0			
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier	0,0	0,0	0,0	0,0						0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
b.	Autres recettes													0,0								
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	442 515 565 897	2,4	2,6	0,5	3,0	295 010 377 265	108 437 000 000	36,8	243 477 858 176	55,0	2,3	2,5	0,3	-45,0	-43,3	318 207 890 365	2,2	2,4	0,3	-28,1	30,7
1°	DGI	150 003 263 556	0,8	0,9	0,2	-6,9	100 002 175 704	52 943 000 000	52,9	93 166 708 188	62,1	0,9	1,0	0,1	-37,9	-42,2	148 504 140 221	1,0	1,1	0,1	-1,0	59,4
2°	DGRAD	292 512 302 341	1,6	1,7	0,3	9,0	195 008 201 561	55 494 000 000	28,5	150 311 149 988	51,4	1,4	1,5	0,2	-48,6	-44,0	169 703 750 144	1,2	1,3	0,2	-42,0	12,9
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	1,9	2,0	0,4	133,3	233 333 333 333	59 932 000 000	25,7	350 000 000 000	100,0	3,3	3,6	0,4	0,0	133,3	252 000 000 000	1,8	1,9	0,2	-28,0	-28,0
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants	0,0	0,0	0,0							0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets	0,0	0,0	0,0							0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances	0,0	0,0	0,0							0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs	350 000 000 000	1,9	2,0	0,4	133,3	233 333 333 333	59 932 000 000	25,7	350 000 000 000	100,0	3,3	3,6	0,4	0,0	133,3	252 000 000 000	1,8	1,9	0,2	-28,0	-28,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	3 197 106 275 301	17,2	18,6	3,3	175,4	2 131 404 183 534	1 525 914 132 889	71,6	3 100 750 710 854	97,0	29,5	31,8	3,3	-3,0	167,1	3 928 658 743 481	25,3	29,8	3,5	22,9	26,7
I.2.1.	RECETTES D'APPUIS BUDGETAIRES	843 705 000 000	4,5	4,9	0,9		562 470 000 000	431 900 000 000	76,8	1 064 248 634 498	126,1	10,1	10,9	1,1	26,1		1 271 697 000 000	6,6	9,6	1,1	19,5	
I.2.1.1	Emprunt Programme				0,0					673 049 580 000		6,4	6,9	0,7			325 678 500 000		2,5	0,3		-51,6
I.2.1.2	Dons Budgétaires	843 705 000 000	4,5	4,9	0,9		562 470 000 000	431 900 000 000	76,8	391 199 054 498	46,4	3,7	4,0	0,4	-53,6		946 018 500 000	6,6	7,2	0,8		141,8
I.2.1.3	Ressources PPTE	0	0,0	0,0	0,0		0	0		0		0,0	0,0	0,0			0	0,0	0,0	0,0		
a.	Ressources PPTE(C2D)	0,0	0,0	0,0	0,0						0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
b.	Ressources Allègements IADM	0,0	0,0	0,0	0,0						0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0			
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	2 353 401 275 301	12,7	13,7	2,4	102,7	1 568 934 183 534	1 094 014 132 889	69,7	2 036 502 076 356	86,5	19,3	20,9	2,2	-13,5	75,4	2 656 961 743 481	18,7	20,1	2,4	12,9	30,5
I.2.2.1	Dons Projets	1 830 563 455 999	9,9	10,6	1,9	108,2	1 220 375 637 333	879 011 529 687	72,0	1 734 248 544 070	94,7	16,5	17,8	1,8	-5,3	97,2	2 063 750 465 131	14,5	15,6	1,8	12,7	19,0
I.2.2.2	Emprunts Projets	522 837 819 302	2,8	3,0	0,5	85,6	348 558 546 201	215 002 603 202	61,7	302 253 532 286	57,8	2,9	3,1	0,3	-42,2	7,3	593 211 278 350	4,2	4,5	0,5	67,5	96,3
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	354 096 819 302	1,9	2,1	0,4	25,7	236 064 546 201	215 002 603 202	91,1	116 993 532 286	33,0	1,1	1,2	0,1	-67,0	-58,5	593 211 278 350	4,2	4,5	0,5	67,5	407,0
b)	Contrat sino-congolais	168 741 000 000	0,9	1,0	0,2		112 494 000 000	0	0,0	185 260 000 000	109,8	1,8	1,9	0,2	9,8		0,0	0,0	0,0		-100,0	
c)	Consortium HUAWEL-Exim Bank Argisol	0	0,0	0,0	0,0		0	0	0	0	0,0	0,0	0,0			0	0,0	0,0	0,0			
d)	Partenariat financier / Exim Bank _ AfreximBank	0	0,0	0,0	0,0		0	0	0	0	0,0	0,0	0,0			0	0,0	0,0	0,0			
II.	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	1,6	0,3	80,0		203 614 666 667	140 278 165 632	68,9	205 156 817 237	67,2	1,9	0,2	-32,8	20,9		362 790 025 104	2,5	0,3	18,8	76,8	
III.	COMPOTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	5,5		1,0	75,6	676 371 189 135	491 394 470 421	72,7	585 391 634 667	57,7	5,6		0,6	-42,3	1,3	670 182 109 754	4,7		0,6	-33,9	14,5
III.1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	438 993 972 880	2,4		0,4	6,8	292 662 648 587	100 858 400 363	34,5	123 795 753 839	28,2	1,2		0,1	-71,8	-69,9	203 398 782 064	1,4		0,2	-53,7	64,3
III.2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	392 849 852 594	2,1		0,4	456,5	261 899 901 729	316 024 362 048	120,7	331 825 580 152	84,5	3,2		0,4	-15,5	370,0	259 745 857 061	1,8		0,2	-33,9	-21,7
III.3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	48 471 542 409	0,3		0,0	17,9	32 314 361 606	13 285 675 375	41,1	21 921 364 368	45,2	0,2		0,0	-54,8	-46,7	65 047 116 202	0,5		0,1	34,2	196,7
III.4	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	3 161 135 592	0,0		0,0	-4,3	2 107 423 728	4 204 808 643	199,5	2 743 519 572	86,8	0,0		0,0	-13,2	-17,0	5 828 515 120	0,0		0,0	84,4	112,4
III.5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	17 193 821 728	0,1		0,0	21,6	11 462 547 819	5 034 379 339	43,9	8 306 725 909	48,3	0,1		0,0	-51,7	-41,3	20 423 371 651	0,1		0,0	18,8	145,9
III.6	Fonds de Contrepartie	8 437 000 000	0,0		0,0		5 624 666 667	3 034 788 901	54,0	5 007 401 685	59,4	0,0		0,0	-40,6		10 021 738 584	0,1		0,0		100,1
III.7	Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC)	600 000 000	0,0		0,0		400 000 000	353 160 000	88,3	582 714 000	97,1	0,0		0,0	-2,9		600 000 000	0,0		0,0		3,0
III.8	Fonds Forestier National (FFN)	11 286 944 776	0,0		0,0	81,3	7 524 629 851	1 982 955 144	26,4	8 383 748 851	74,3	0,1		0,0	-25,7	34,7	4 240 770 054	0,0		0,0	-62,4	-49,4
III.9	Cadastre Minier (CAMI)	18 690 815 355	0,1		0,0	5,3	12 460 543 570	12 526 041 571	100,5	17 514 505 015	93,7	0,2		0,0	-6,3	-1,3	23 918 932 047	0,2		0,0	28,0	36,6
III.10	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	15 196 924 267	0,1		0,0	11,6	10 131 282 845	526 419 095	5,2	868 591 506	5,7	0,0		0,0	-94,3	-93,6	16 023 738 423	0,1		0,0	5,4	1 744,8
III.11	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	59 674 774 102	0,3		0,1		39 783 182 734	33 563 479 944	84,4	54 441 729 771	91,2	0,5		0,1	-8,8		60 933 288 548	0,4		0,1		11,9
III.12	Fonds National de Solidarité contre la COVID-19 (FNSCC)	0	0,0		0,0		0	0	0	10 000 000 000	0	0,1		0,0			0	0,0	0,0	0,0		-100,0
	TOTAL RECETTES / FC	18 545 226 830 992	100,0		19,0	79,1	12 363 484 553 994	6 299 690 768 943	51,0	10 526 674 184 780	56,8	100,0		11,2	-43,2	1,7	14 235 222 687 595	97,7		12,7	-23,2	35,2
	TOTAL RECETTES / \$ US	10 990 350 200				85,6	6 673 585 531	3 400 459 230		5 682 10												

TABLEAU N° 3 : SYNTHÈSE DES DÉPENSES BUDGET 2021 PROJET DE LOI DE FINANCES (En FC)

DÉPENSES	BUDGET 2020													BUDGET 2021									
	VOTE	Struct (%)	% BG	% PIB	% RC	PREVISIONS LINEAIRES AU 31 aout 2020	EXECUTIONS AU 31 aout 2020 (ESB)	Tx Exec (%)	% RCR	COLLECTIF BUDGETAIRE	Struct (%)	% BG	% PIB	Taux Accr. 2020	Taux Accr. 2019	% RC	PROJET	Struct (%)	% BG	% PIB	Tx Accr./L.F.	Tx Accr./P.L.R.	% RC
A. BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	92,9	100,0	17,6		11 483 498 698 193	5 949 171 176 952	51,8		9 736 125 732 876	92,5	100,0	10,7	-43,5	1,4		13 202 250 552 737	92,7	100,0	11,8	-23,4	35,6	
<i>dont celles sur ressources internes</i>	14 871 846 771 988	80,2	86,3	15,2		9 914 564 514 659	4 855 157 044 063	49,0		7 699 623 656 520	73,1	79,1	8,5	-48,2	-8,8		10 545 288 809 256	74,1	79,9	9,4	-29,1	37,0	
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	805 507 915 147	4,3	4,7	0,8	5,9	537 005 276 764	423 540 149 515	78,9	10,4	440 549 344 199	4,2	4,5	0,5	-45,3	-27,6	7,0	914 714 113 538	6,4	6,9	0,8	13,6	107,6	10,1
1.1. Dette publique	626 035 049 903	3,4	3,6	0,6	4,6	417 356 699 935	407 282 198 697	97,6	10,0	408 578 013 146	3,9	4,2	0,4	-34,7	15,7	6,5	645 048 605 813	4,5	4,9	0,6	3,0	57,9	7,2
1.1.1. Dette Intérieure	251 094 657 165	1,4	1,5	0,3	1,8	167 396 438 110	292 978 588 882	175,0	7,2	295 863 720 266	2,8	3,0	0,3	17,8	426,3	4,7	233 598 953 813	1,6	1,8	0,2	-7,0	-21,0	2,6
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	374 940 392 738	2,0	2,2	0,4	2,7	249 960 261 825	114 303 609 815	45,7	2,8	112 714 292 880	1,1	1,2	0,1	-69,9	-62,0	1,8	411 449 652 000	2,9	3,1	0,4	9,7	265,0	4,6
1.2. Frais financiers	179 472 865 244	1,0	1,0	0,2	1,3	119 648 576 829	16 257 950 818	13,6	0,4	31 971 331 053	0,3	0,0	-82,2	-87,5	0,5		269 665 507 725	1,9	2,0	0,2	50,3	743,5	3,0
1.2.1. Intérieurs	146 613 019 113	0,8	0,9	0,2	1,1	97 742 012 742	5 056 269 884	5,2	0,1	15 168 809 652	0,1	0,2	0,0	-89,7	-89,8	0,2	151 304 635 725	1,1	1,1	0,1	3,2	897,5	1,7
1.2.2. Extérieurs	32 859 846 131	0,2	0,2	0,0	0,2	21 906 564 087	11 201 680 934	51,1	0,3	16 802 521 401	0,2	0,2	0,0	-48,9	-84,2	0,3	118 360 872 000	0,8	0,9	0,1	260,2	604,4	1,3
II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)	5 031 628 158 337	27,1	29,2	5,2	36,8	3 354 418 772 225	3 121 745 425 758	93,1	76,5	4 748 000 000 000	45,1	48,8	5,2	-5,6	33,2	75,5	5 138 629 799 183	36,1	38,9	4,6	2,1	8,2	57,0
2.1. Pouvoir Central	2 750 359 480 943	14,8	16,0	2,8	20,1	1 833 572 987 295	2 148 889 667 927	117,2	52,6	3 318 967 413 203	31,5	34,1	3,6	20,7	42,1	52,8	3 192 918 283 521	22,4	24,2	2,9	16,1	-3,8	35,4
2.2. Provinces	2 281 268 677 394	12,3	13,2	2,3	16,7	1 520 845 784 929	972 855 757 831	64,0	23,8	1 429 032 586 797	13,6	14,7	1,6	-37,4	16,2	22,7	1 945 711 515 662	13,7	14,7	1,7	-14,7	36,2	21,6
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	2 209 257 493 180	11,9	12,8	2,3	16,2	1 472 838 328 787	783 735 641 860	53,2	19,2	1 214 342 894 479	11,5	12,5	1,3	-45,0	1,7	19,3	1 324 252 410 324	9,3	10,0	1,2	-40,1	9,1	14,7
3.1. Institutions	896 386 357 885	4,8	5,2	0,9	6,6	597 590 905 256	298 790 217 470	50,0	7,3	460 000 000 000	4,4	4,7	0,5	-48,7	24,3	7,3	495 500 000 000	3,5	3,8	0,4	-44,7	7,7	5,5
3.2. Ministères	1 125 745 532 200	6,1	6,5	1,2	8,2	750 497 021 467	448 968 560 604	59,8	11,0	587 000 000 000	5,6	6,0	0,6	-47,9	-15,0	9,3	638 300 000 000	4,5	4,8	0,6	-43,3	8,7	7,1
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	1 046 836 938 971	5,6	6,1	1,1	7,7	697 891 292 647	448 472 342 404	64,3	11,0	582 000 000 000	5,5	6,0	0,6	-44,4	-12,8	9,3	618 300 000 000	4,3	4,7	0,6	-40,9	6,2	6,9
3.2.2. Financement des réformes	78 908 593 229	0,4	0,5	0,1	0,6	52 605 728 819	496 218 200	0,9	0,0	5 000 000 000	0,0	0,1	0,0	-93,7	-78,3	0,1	20 000 000 000	0,1	0,2	0,0	-74,7	300,0	0,2
3.3. Subvention aux Services Déconcentrés	24 500 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	16 333 333 333	0	0,0	0,0	5 000 000 000	0,0	0,1	0,0	-79,6	-71,4	0,1	17 500 000 000	0,1	0,1	0,0	-28,6	250,0	0,2
3.4. Charges communes	162 625 603 096	0,9	0,9	0,2	1,2	108 417 068 731	35 976 863 786	33,2	0,9	162 342 894 479	1,5	1,7	0,2	-0,2	39,5	2,6	172 952 410 324	1,2	1,3	0,2	6,4	6,5	1,9
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	2 397 273 744 852	12,9	13,9	2,5	17,5	1 598 182 496 568	417 389 050 532	26,1	10,2	807 430 299 048	7,7	8,3	0,9	-66,3	-33,4	12,8	1 509 938 321 553	10,6	11,4	1,3	-37,0	87,0	16,7
4.1. Rétrocession aux Régies financières	754 377 042 297	4,1	4,4	0,8	5,5	502 198 028 198	249 532 307 499	49,6	6,1	345 544 197 473	3,3	3,5	0,4	-54,2	-12,5	5,5	494 896 739 589	3,5	3,7	0,4	-34,4	43,2	5,5
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	312 000 000 000	1,7	1,8	0,3	2,3	208 000 000 000	94 310 683 301	45,3	2,3	312 000 000 000	3,0	3,2	0,3	0,0	23,1	5,0	351 000 000 000	2,5	2,7	0,3	12,5	12,5	3,9
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	542 028 366 084	2,9	3,1	0,6	4,0	361 352 244 056	64 387 387 297	17,8	1,6	101 729 727 114	1,0	1,0	0,1	-81,2	-61,8	1,6	120 900 000 000	0,8	0,9	0,1	-77,7	18,8	1,3
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	73 000 000 000	0,4	0,4	0,1	0,5	48 666 666 667	9 158 672 435	18,8	0,2	18 310 314 611	0,2	0,2	0,0	-74,9	-71,8	0,3	62 301 035 000	0,4	0,5	0,1	-14,7	240,3	0,7
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	48 000 000 000	0,3	0,3	0,0	0,4	32 000 000 000	5 892 660 691	18,4	0,1	9 155 157 306	0,1	0,1	0,0	-80,9	-78,2	0,1	38 301 035 000	0,3	0,3	0,0	-20,2	318,4	0,4
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	25 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	16 666 666 667	3 266 011 744	19,6	0,1	9 155 157 306	0,1	0,1	0,0	-63,4	-60,2	0,1	24 000 000 000	0,2	0,2	0,0	-4,0	162,1	0,3
4.5. Bourses d'études	15 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,1	10 000 000 000	0	0,0	0,0	1 000 000 000	0,0	0,0	0,0	-93,3	-80,0	0,0	8 221 518 450	0,1	0,1	0,0	-45,2	722,2	0,1
4.6. TVA remboursable	700 868 336 472	3,8	4,1	0,7	5,1	467 245 557 648	0	0,0	0,0	28 846 059 849	0,3	0,3	0,0	-95,9	-87,3	0,5	467 617 028 514	3,3	3,5	0,4	-33,3	1 521,1	5,2
4.7. Mise à la retraite	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 000 000 000	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	6 409 285 976 342	34,6	37,2	6,6	46,9	4 272 857 317 561	1 173 796 381 336	27,5	28,8	2 425 803 195 150	23,0	24,9	2,7	-62,2	-7,2	38,6	4 107 917 908 139	28,9	31,1	3,7	-35,9	69,3	45,5
5.1. Investissements sur ressources propres	4 055 884 701 041	21,9	23,5	4,2	29,7	2 703 923 134 027	79 782 248 447	3,0	2,0	389 301 118 794	3,7	4,0	0,4	-90,4	-73,2	6,2	1 450 956 164 658	10,2	11,0	1,3	-64,2	272,7	16,1
5.1.1. Projets Gouvernement central	963 833 009 906	5,2	5,6	1,0	7,0	642 555 339 937	69 447 462 455	10,8	1,7	160 000 000 000	1,5	1,6	0,2	-83,4	-73,4	2,5	738 903 711 358	5,2	5,6	0,7	-23,3	361,8	8,2
5.1.2. Contrepartie des projets	275 000 000 000	1,5	1,6	0,3	2,0	183 333 333 333	0	0,0	0,0	15 000 000 000	0,1	0,2	0,0	-94,5	-76,9	0,2	68 000 000 000	0,5	0,5	0,1	-75,3	353,3	0,8
5.1.3. Projets des Provinces	1 734 987 617 429	9,4	10,1	1,8	12,7	1 156 658 411 619	10 334 785 992	0,9	0,3	112 054 662 320	1,1	1,2	0,1	-93,5	-85,8	1,8	317 300 901 193	2,2	2,4	0,3	-81,7	183,2	3,6
5.1.4. Fonds de péréquation	1 082 064 073 706	5,8	6,3	1,1	7,9	721 376 049																	

TABLEAU N° 4 : MODALITÉS DE CALCUL DE LA RETROCESSION AUX ADMINISTRATIONS FINANCIERES ET DE 40% DE TRANSFERT AUX PROVINCES ET ETD / BUDGET 2021 _ PROJET DE LOI DE FINANCES (En FC)

RUBRIQUES	BUDGET 2019	BUDGET 2020		BUDGET 2021
	PREVISIONS 2019	VOTE	COLLECTIF BUDGETAIRE	PROJET
1. Recettes courantes	8 293 876 528 736 FC	13 678 141 771 988 FC	6 285 375 022 022 FC	9 021 591 809 256 FC
- DGDA	2 645 403 760 146 FC	4 565 868 327 074 FC	1 821 521 402 841 FC	2 468 826 890 883 FC
- DGI	4 011 414 092 153 FC	6 116 974 902 700 FC	3 029 242 915 535 FC	4 572 389 126 602 FC
- DGRAD	1 207 596 113 491 FC	2 552 782 976 317 FC	1 191 132 845 470 FC	1 662 167 901 406 FC
- Pétroliers	429 462 562 946 FC	442 515 565 897 FC	243 477 858 176 FC	318 207 890 365 FC
2. TVA remboursable	1 177 976 984 404 FC	700 868 336 472 FC	322 146 059 849 FC	467 617 028 514 FC
- DGDA	452 729 537 645 FC	299 280 254 459 FC	120 969 790 396 FC	163 958 255 472 FC
- DGI	725 247 446 759 FC	401 588 082 012 FC	201 176 269 453 FC	303 658 773 042 FC
3. Recettes courantes après déduction TVA	7 115 899 544 332 FC	12 977 273 435 517 FC	5 963 228 962 173 FC	8 553 974 780 742 FC
- DGDA	2 192 674 222 501 FC	4 266 588 072 615 FC	1 700 551 612 445 FC	2 304 868 635 411 FC
- DGI	3 286 166 645 394 FC	5 715 386 820 688 FC	2 828 066 646 082 FC	4 268 730 353 561 FC
- DGRAD	1 207 596 113 491 FC	2 552 782 976 317 FC	1 191 132 845 470 FC	1 662 167 901 406 FC
- Pétroliers	429 462 562 946 FC	442 515 565 897 FC	243 477 858 176 FC	318 207 890 365 FC
4. Rétrocession Régies	394 701 654 744 FC	754 377 042 297 FC	345 544 197 473 FC	494 896 739 589 FC
- DGDA	109 633 711 125 FC	213 329 403 631 FC	85 027 580 622 FC	115 243 431 771 FC
- DGI	164 308 332 270 FC	285 769 341 034 FC	141 403 332 304 FC	213 436 517 678 FC
- DGRAD	120 759 611 349 FC	255 278 297 632 FC	119 113 284 547 FC	166 216 790 141 FC
5. Recettes Courantes - Rétro Régies	6 721 197 889 588 FC	12 222 896 393 220 FC	5 617 684 764 700 FC	8 059 078 041 153 FC
- DGDA	2 083 040 511 376 FC	4 053 258 668 984 FC	1 615 524 031 822 FC	2 189 625 203 640 FC
- DGI	3 121 858 313 124 FC	5 429 617 479 653 FC	2 686 663 313 778 FC	4 055 293 835 882 FC
- DGRAD	1 086 836 502 142 FC	2 297 504 678 685 FC	1 072 019 560 923 FC	1 495 951 111 265 FC
- Pétroliers	429 462 562 946 FC	442 515 565 897 FC	243 477 858 176 FC	318 207 890 365 FC
6. Dette Publique, Frais financiers & 50% Redevances minières	1 107 314 321 486 FC	1 402 255 656 162 FC	984 966 641 907 FC	1 524 046 999 015 FC
- Dette Publique, Frais financiers	608 483 870 000 FC	805 507 915 147 FC	440 549 344 199 FC	914 714 113 538 FC
- 50% Redevance minière	498 830 451 486 FC	596 747 741 015 FC	544 417 297 708 FC	609 332 885 477 FC
7. Recettes Courantes après déduction Dette publique & 50% Red_Min	5 673 766 613 261 FC	10 820 640 737 058 FC	4 632 718 122 793 FC	6 535 031 042 138 FC
- DGDA	1 883 545 888 043 FC	3 784 756 030 602 FC	1 468 674 250 423 FC	1 884 720 499 128 FC
- DGI	2 922 363 689 791 FC	5 161 114 841 271 FC	2 539 813 532 378 FC	3 750 389 131 370 FC
- DGRAD (DGRAD - (50% Red_min)	438 394 472 481 FC	1 432 254 299 288 FC	380 752 481 815 FC	581 713 521 276 FC
- Pétroliers	429 462 562 946 FC	442 515 565 897 FC	243 477 858 176 FC	318 207 890 365 FC
8. Transfert (40%)	2 269 506 645 304 FC	4 328 256 294 823 FC	1 853 087 249 117 FC	2 614 012 416 855 FC
- DGDA	753 418 355 217 FC	1 513 902 412 241 FC	587 469 700 169 FC	753 888 199 651 FC
- DGI	1 168 945 475 916 FC	2 064 445 936 508 FC	1 015 925 412 951 FC	1 500 155 652 548 FC
- DGRAD	175 357 788 992 FC	572 901 719 715 FC	152 300 992 726 FC	232 685 408 510 FC
- Pétroliers	171 785 025 178 FC	177 006 226 359 FC	97 391 143 270 FC	127 283 156 146 FC
9. Répartition Transfert Provinces	2 269 506 645 304 FC	4 328 256 294 823 FC	1 853 087 249 117 FC	2 614 012 416 855 FC
- Rémunérations	1 229 662 501 208 FC	2 281 268 677 394 FC	1 429 032 586 797 FC	1 945 711 515 662 FC
- Fonctionnement	253 440 000 000 FC	312 000 000 000 FC	312 000 000 000 FC	351 000 000 000 FC
- Investissement	786 404 144 096 FC	1 734 987 617 429 FC	112 054 662 320 FC	317 300 901 193 FC
10. Solde (Recettes - Dépenses)	0 FC	0 FC	0 FC	0 FC
11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction)		1 082 064 073 706 FC	463 271 812 279 FC	653 503 104 214 FC
- dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces			231 635 906 140 FC	326 751 552 107 FC
- et 50% pour le compte des provinces			231 635 906 140 FC	326 751 552 107 FC
12. Reste à répartir (Pouvoir central)	4 451 691 244 284 FC	5 410 320 368 529 FC	2 316 359 061 396 FC	3 267 515 521 069 FC

TABLEAU N° 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE / BUDGET 2021 _ PROJET DE LOI DE FINANCES (En FC)

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET 2020		BUDGET 2021	RUBRIQUES À FINANCER	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		VOTE 2020	COLLECTIF BUDGETAIRE	PROJET		VOTE 2020	COLLECTIF BUDGETAIRE	PROJET
A	POUVOIR CENTRAL	17 225 248 047 289	9 736 125 732 876	13 202 250 552 737		17 225 248 047 289	9 736 125 732 876	13 202 250 552 737
1	Ressources Propres	14 871 846 771 988	7 699 623 656 520	10 545 288 809 256	Dépenses sur Ressources Propres	14 871 846 771 988	7 699 623 656 520	10 545 288 809 256
1.1.	Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements	10 543 590 477 165	5 846 536 407 403	7 931 276 392 401	Dépenses du Pouvoir central	9 461 526 403 459	5 744 289 950 929	7 604 524 840 294
1.1.1.	Recettes courantes après retenue de 40%	9 349 885 477 165	4 432 287 772 905	6 407 579 392 401	Dépenses courantes	7 850 398 634 122	5 469 289 950 929	6 590 821 128 936
1.1.2.	Recettes exceptionnelles	350 000 000 000	350 000 000 000	252 000 000 000	- Dette Intérieure	251 094 657 165	295 863 720 266	233 598 953 813
1.1.3.	Dons budgétaires	843 705 000 000	391 199 054 498	946 018 500 000	- Dette et frais financiers extérieurs	407 800 238 869	129 516 814 281	529 810 524 000
1.1.4.	Ressources Allègements IADM	0	0	0	- Frais Financiers intérieurs	146 613 019 113	15 168 809 652	151 304 635 725
1.1.5.	Emprunt Programme		673 049 580 000	325 678 500 000	- Rémunérations	2 750 359 480 943	3 318 967 413 203	3 192 918 283 521
					- Fonctionnement des Institutions	896 386 357 885	460 000 000 000	495 500 000 000
					- Fonctionnement des Ministères	1 046 836 938 971	582 000 000 000	618 300 000 000
					- Financement des réformes	78 908 593 229	5 000 000 000	20 000 000 000
					- Subvention aux Services Déconcentrés	24 500 000 000	5 000 000 000	17 500 000 000
					- Dépenses Communes	162 625 603 096	162 342 894 479	172 952 410 324
					- Rétrocession aux Régies Financières	754 377 042 297	345 544 197 473	494 896 739 589
					- Interventions Économiques	542 028 366 084	101 729 727 114	120 900 000 000
					- Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	48 000 000 000	9 155 157 306	38 301 035 000
					- Fonctionnement des Services ex-BPO	25 000 000 000	9 155 157 306	24 000 000 000
					- Bourses d'études	15 000 000 000	1 000 000 000	8 221 518 450
					- TVA Remboursable	700 868 336 472	28 846 059 849	467 617 028 514
					- Mise à la retraite	0	0	5 000 000 000
					Dépenses d'investissement et exceptionnelles	1 611 127 769 337	275 000 000 000	1 013 703 711 358
					- Projets invest. Ress. Propres	963 833 009 906	160 000 000 000	738 903 711 358
					- Contrepartie des projets	275 000 000 000	15 000 000 000	68 000 000 000
					- Dépenses Except. sur Ressources Propres	372 294 759 431	100 000 000 000	206 800 000 000
1.2.	Retenue de 40%	4 328 256 294 823	1 853 087 249 117	2 614 012 416 855	Transfert aux Provinces et ETD (40%)	5 410 320 368 529	1 955 333 705 591	2 940 763 968 962
					- Rémunérations	2 281 268 677 394	1 429 032 586 797	1 945 711 515 662
					- Fonctionnement	312 000 000 000	312 000 000 000	351 000 000 000
					- Investissement Provinces	1 734 987 617 429	112 054 662 320	317 300 901 193
					- Fonds de péréquation	1 082 064 073 706	102 246 456 474	326 751 552 107
2	Ressources Extérieures	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481	Dépenses financées sur Ress. PPTE	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481
2.1.	Ressources PPTE	0	0	0	Dépenses financées sur Ress. PPTE	0	0	0
					- Projets invest. Ress. Propres	0	0	0
					- Rémunérations	0	0	0
					- Fonctionnement	0	0	0
2.2.	Recettes extérieures de financement des investissements	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481	Dépenses sur Ress. de financement des invest.	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481
					- Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481
					- Dépenses Except. sur Ressources Extérieures	0	0	0
C	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104
D	COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	585 391 634 667	670 182 109 754	COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	585 391 634 667	670 182 109 754
	Total général	18 545 226 830 992	10 526 674 184 780	14 235 222 687 595		18 545 226 830 992	10 526 674 184 780	14 235 222 687 595
	Solde					0	0	0